

Inégalités - nouvelles ou anciennes?

René Levy, Université de Lausanne

Introduction

Un débat sociologique s'est développé depuis bientôt vingt ans pour savoir si le thème de la stratification sociale et, partant, la notion même de stratification avait encore une quelconque pertinence dans les sociétés actuelles. Aux anciennes inégalités, celles de classe, on a opposé de nouvelles, telles que l'âge, la région, l'ethnie, le genre, ou encore le chômage, voire l'exclusion tout court.

Après un bref examen de ces débats et prenant appui sur une étude récente sur la stratification sociale en Suisse (Levy et al. 1997), une vision plus intégratrice est proposée qui localise les soi-disant "nouvelles inégalités" dans une conception plus ample de la structure sociale.

1. Inégalités nouvelles - lesquelles?

1.1 "Nouvelle pauvreté" ou nouveaux pauvres?

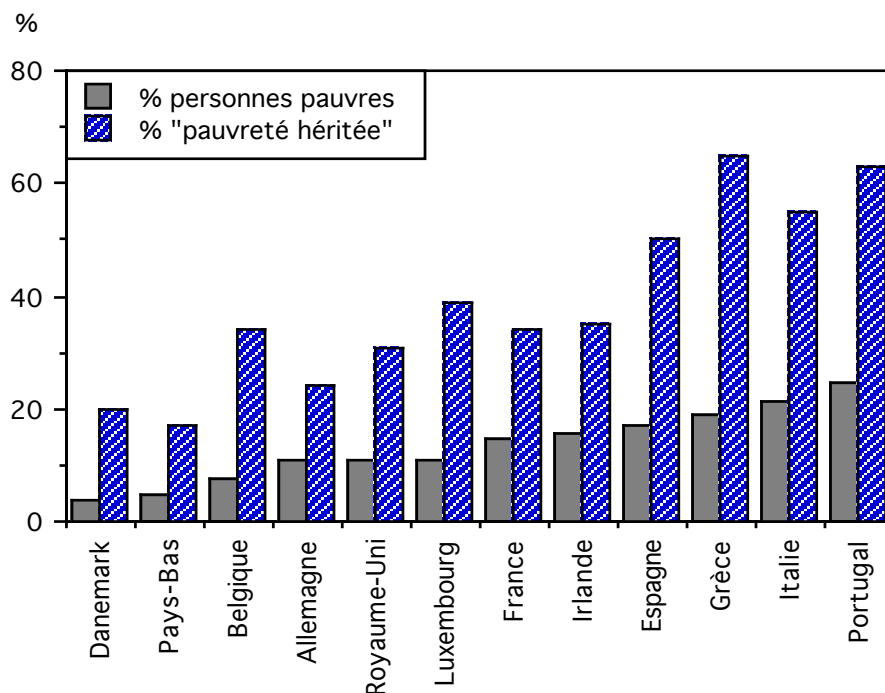
Notre appréhension de la réalité sociale passe pour beaucoup par les media, commençons donc par là. La logique qui sous-tend la représentation du monde par les medias nous insinue des distorsions de la perception en instaurant des habitudes langarières qui sont tout sauf innocentes. Selon cette logique, les sujets qu'il est intéressant de traiter doivent être simples, forts et nouveaux. Par inversion pratique (certains diraient "opportuniste"), la manière dont il faut traiter les sujets doit les rendre simples, forts et nouveaux.

En guise d'illustration, quelques exemples. *Simple*: les inégalités sociales se creusent - on dichotomise et parle d'une société à deux vitesses, ou d'une société à deux tiers (Zweidrittelgesellschaft). *Fort*: quand la cote de popularité d'un politicien a baissé dans trois sondages consécutifs de chaque fois 1 point, elle est "en chute libre". *Nouveau*: l'internationalisation de l'économie, en route depuis des siècles, mais progressant sans doute par à-coups, devient une référence généralisée - on lui trouve un nouveau nom, la globalisation, et elle devient la découverte du jour. Tout cela pourrait être amusant si c'était innocent - mais il ne l'est pas.

C'est largement sous l'emprise de cette logique médiatique, qui comporte souvent une espèce d'amnésie institutionnalisée, que l'on a commencé de parler de nouvelle pauvreté quand, dans les années 1980, on a constaté qu'une frange non négligeable de la population voyait son pouvoir d'achat et son niveau de vie baisser, souvent au point d'être socialement déclassée, et que les rangs des ayants-droit à des prestations de l'Etat social commençaient à se renflouer. Si un tel fait est véritablement scandaleux dans les pays les plus riches du monde, il faut bien reconnaître que pauvreté, il y a toujours eu, souvent chronique et longtemps cachée, ignorée des sciences et de la statistique officielles; en parler en termes de Quart-Monde aux années 1970 ou 1980 était presque un acte contestataire (Meyer 1974, Glardon 1984); Beyeler-von Burg (1985) estime à 30'000 le nombre des familles qui vivaient depuis des générations dans la misère en Suisse!

Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'entre les pays européens, l'image de la pauvreté comme "héritée" ou subie après une "chute" covarie assez fidèlement avec la richesse nationale. Selon l'Eurobaromètre de 1990, le pourcentage des gens qui perçoivent la pauvreté comme héritée s'élève au-dessus de 50% dans les pays peu nantis, à l'état social lacunaire et avec un taux de pauvreté relativement élevé (jusqu'à 65% en Grèce, 63% au Portugal, 55% en Italie), et descend en dessous de 30% dans les pays riches avec bonne protection sociale et faible taux de pauvreté (24% en Allemagne, 20% au Danemark, 17% en Hollande; $r = .80$; source: Paugam 1996, p. 392 - graphique 1).

Graphique 1 Taux de pauvreté et perception de la pauvreté comme héritée



Hors des media, tout le monde est d'accord de dire que si une certaine proportion des pauvres s'est trouvée jetée récemment dans cette situation, le phénomène de la pauvreté n'est de loin pas nouveau, ni même les critères qui le définissent; à force de grandir quelque peu, il est seulement sorti de son occultation.

1.2 "Disparition" de la stratification

Il est troublant de constater que parallèlement à cette phase d'occultation, puis à la redécouverte de la pauvreté comme "nouvelle", une partie de la sociologie européenne - surtout allemande - commence à douter de la pertinence de la stratification sociale, comme objet et aussi comme notion théorique. Il y avait sans doute des raisons empiriques à cette interrogation, comme par exemple la relative faiblesse des corrélations trouvées, par exemple, entre les préférences politiques et l'appartenance de classe (Clark & Lipset 1991, 1993), ou la défaite politique du communisme et de son postulat du rôle novateur de la classe ouvrière. Mais il y a très probablement aussi des raisons d'un autre ordre, moins scientifique, plus idéologique. Quoi qu'il en soit, le débat se développe avec force. Après que Gorz déclare avec verve ses adieux au prolétariat en 1980 déjà, la sociologie allemande place son congrès annuel de 1982 sous le titre, encore interrogatif, de "Krise der Arbeitsgesellschaft?" (Matthes 1983, voir aussi Offe 1984). Dans un volume édité par Kreckel (1983), une critique de plus en plus impatiente de l'analyse en termes de stratification sociale se manifeste, surtout par Beck (1983) dans sa contribution "Jenseits von Klasse und Stand" (Au delà des classes et du statut). Par la suite, plusieurs auteurs laissent tomber le point d'interrogation, y compris Dahrendorf (1983) qui avait en son temps fait entrer le paradigme de conflit dans la sociologie fonctionnaliste de la stratification (1972). Le discours se déplace sur des inégalités "nouvelles", même "horizontales" (sic!), où figurent, en tant que candidats à cette appellation, des dimensions sommes toutes bien connues comme le genre, les différences entre ville et campagne, les disparités régionales, la nationalité, l'âge... Par la suite, la tendance se fondamentalise en rejoignant la thèse de l'individualisation généralisée; le discours se mue en vision de société défaite.

Je cite pour illustration une petite liste de notions proposées comme alternatives à celle, supposément caduque, de la bonne vieille stratification:

- la société post-classes (Beck 1986)
- la société de classes déstructurée (Berger 1986)
- la société à différenciation plurielle (Bolte 1990)
- "situations" (Lagen) et "milieux" (sic en allemand, Hradil 1987)
- styles de vie (Hörning & Michailow 1990, Richter 1996).

Les *styles de vie* fascinent particulièrement et sont souvent présentés comme l'alternative fondamentale. La société des loisirs, choisis librement et selon des accointances changeantes, pointe fortement dans les travaux d'auteurs comme Müller (1992) et Vester (1993) ou Spellerberg (1996), encore davantage chez Schulze (1993) qui annonce carrément une société d'aventures quotidiennes (Erlebnisgesellschaft); en France, les styles de vie intéressent également, mais de manière plus limitée et spécifique (Juan 1991) sans être considérés comme véritable alternative conceptuelle à la stratification. C'est d'ailleurs dans ce contexte que commence, en Allemagne, une réception renforcée, mais peu nuancée, des travaux de Bourdieu dont la notion d'habitus, le plus souvent désincarnée de son ancrage structurel, est souvent citée comme précurseur. En fait, dans les débuts de cet engouement, ce sont plutôt les analyses de Cathelat (1986a, 1986b) qui seraient l'analogie pertinente.

On peut d'ailleurs se demander si la tournure pseudo-française de ces tendances se doit en partie aussi à l'importation, via Bourdieu, de l'analyse de correspondances, auparavant peu pratiquée en Allemagne.

L'attaque la plus frontale est probablement celle de Beck (1986), bien qu'ils s'en soit parfois défendu depuis. Selon cet auteur, l'effet d'ascenseur global, auquel la société moderne serait soumise, se conjugue avec un processus fondamental d'individualisation et de diversification des situations et des styles de vie qui subvertit le modèle hiérarchique de l'organisation sociale. Du coup, les anciens adversaires que sont les marxistes et les fonctionnalistes de la stratification, se retrouvent coincés ensemble sur un strapontin d'où voir passer, dotés de concepts devenus opaques, l'évolution sociétale qui mène ailleurs. On peut être tenté d'entendre ici un écho du postmodernisme philosophique, mais l'impulsion de ces quêtes théoriques me paraît davantage située à l'intérieur de la sociologie, et aussi dans les débats qui agitent l'opinion publique de l'époque. C'est de nouveau un numéro spécial de *Soziale Welt* au titre éloquent de "Situations - parcours - styles de vie" (Lebenslagen - Lebensläufe - Lebensstile) qui fait le point de cette période (Berger & Hradil 1990). Même si certains qualifient cette forte mouvance de nouveau mainstream dans l'analyse des inégalités sociales (Geissler 1996), il importe de souligner que des ténors importants de ce domaine sont restés acquis à l'analyse structurelle et fustigent même, sur la base d'une exigence empirique rigoureuse, les interprétations abusives, les concepts flous et les extrapolations non avérées qui font souvent foi de certitudes dans cette littérature (Mayer & Blossfeld 1990, Geissler 1994).

Cette période de la recherche d'alternatives aux concepts de la stratification est certes créative, mais souvent excessive et aveuglante. Davantage que d'exprimer les réalités sociales vécues sur le terrain, elle me semble refléter le changement des valeurs, diagnostiqué par Inglehart (1971, 1990) et beaucoup discuté par la sociologie allemande,

peut être aussi une recrudescence de tendance politiques conservatrices, encouragées jusque dans la sociologie par la chute des régimes dits communistes. Ce n'est probablement pas un hasard que la fascination exercée par l'approche des styles de vie cède la place à une appréciation plus sobre dans la période de la réunification allemande et des difficultés économiques d'une partie croissante de la population qui renvoient avec force aux inégalités sociales relativement classiques.

Je ne veux pourtant pas présenter cette tendance comme entièrement idéologique. On peut citer des raisons empiriques qui peuvent motiver une telle interrogation. Principalement, il s'agit du constat que dans les analyses empiriques, les relations identifiables entre le positionnement des individus dans la stratification et leurs attitudes et conduites demeurent relativement modestes, voir s'atténuent. Un seul exemple: l'étendue du "vote de classe" (class voting, Clark & Lipset 1991), déjà mentionné plus haut.

Graphique 2 Evolution du vote de classe dans cinq pays occidentaux

La question demeure de savoir si les phénomènes empiriques justifient la mise en question d'une des notions les plus fondamentales de la sociologie - et aussi du débat politique. J'essaierai de vous montrer pourquoi ce n'est pas mon avis.

1.3 Manques des théories classiques

Pour terminer ce bref tour de vérification, il faut aussi mentionner les carences des théories sociologiques classiques des inégalités ou de la stratification. J'en vois deux

principales qui concernent, avec quelques nuances, les trois courants théoriques majeurs, le marxiste, le weberien et le fonctionnaliste. D'abord, ces dispositifs théoriques cherchent bien à faire ressortir des principes fondamentaux qui font naître et durer les inégalités. Cependant, ils n'accordent aucun statut théorique aux caractéristiques ascriptives qui s'avèrent pourtant des facteurs d'inégalités récurrents et puissants; je pense surtout au genre, à l'appartenance ethnique et à la nationalité. La théorie fonctionnaliste de la modernisation proclame le passage aux critères uniquement acquis et non plus attribués; en réalité, il n'en est rien, le recours aux critères attribués dans les processus de production et de reproduction des inégalités est patent et ne donne aucun signe d'une prochaine disparition. Avec son analyse du cloisonnement social, seul Weber parmi les classiques propose une notion théorique qui se prête à tenir compte de ce fait; encore faut-il développer cette piste (Cyba 1995).

Une autre limitation commune aux trois courants, même si c'est là encore avec quelques nuances, consiste dans le fait qu'ils pensent la société dans le cadre des limites nationales; ils en proposent donc une vision endogénique, par trop réductrice depuis longtemps, et à plus forte raison aujourd'hui. La globalisation, exacerbée dans les media depuis peu, signale bien le caractère insuffisant d'une telle perspective. Je l'illustre par une espèce de boutade: qui désire aujourd'hui connaître la classe inférieure de la société suisse doit non seulement s'intéresser aux étrangers qui vivent et travaillent dans le pays, il doit également étudier le prolétariat du Tiers-Monde qui contribue de manière importante aux bénéfices des multinationales helvétiques. Même sans tenir compte de Nestlé, dont 96% des salariés travaillent à l'étranger, les grandes entreprises suisses occupent aujourd'hui plus de la moitié de leur effectif à l'étranger - pas uniquement dans les pays pauvres, il est vrai.

2. Retour aux inégalités classiques

2.1 La formation

Le système scolaire occupe une place centrale dans la gestion du positionnement social des générations successives.

Contentons-nous de considérer la répartition de la population, par rapport à cinq niveaux scolaires principaux, et son évolution. Le tableau 1 donne une appréciation relativement bonne, mais qui reste approximative, en comparant des classes d'âge identiques (35-45 ans) depuis le début du siècle. Le caractère approximatif vient du double fait que nous comparons des informations sur les parents de nos répondants, données par les enfants, et que les parents de personnes échantillonnées récemment ne constituent pas à leur tour un échantillon tout à fait représentatif de l'ensemble

des personnes formées en même temps qu'eux. Mais les grandes tendances ne s'expliquent sans doute pas par les éventuelles distorsions techniques introduites de cette façon.

Tableau 1: Niveau de formation de cohortes successives (35-45 ans), d'avant 1920 à 1960-70¹

Niveau	Période de formation					répond. 1960-70
	parents					
	avant 1920	1920-30	1930-40	1940-50	1950-60	
école primaire	33.9	32.0	21.1	25.4	18.8	11.3
école secondaire	15.5	10.6	16.5	16.7	15.0	14.2
apprentissage	32.9	32.4	34.6	32.3	35.2	31.4
éc.prof.sup., gym., tech.	11.2	17.5	19.6	19.4	19.8	29.5
université	6.5	7.4	8.1	6.2	11.3	13.7
total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
(N)	(372)	(235)	(435)	(384)	(455)	(436)

Nous constatons avant tout une forte diminution de la proportion de personnes n'ayant que le niveau scolaire élémentaire, une relative stabilité des proportions qui restent aux niveau secondaire ou de l'apprentissage, et l'augmentation de la proportion de ceux qui atteignent les niveaux para-universitaire et universitaire. L'analyse de la mobilité intergénérationnelle le confirme d'ailleurs: au cours de ce siècle, le niveau scolaire atteint par la population a sensiblement augmenté, les niveaux supérieurs sont devenus globalement plus accessibles pour les enfants comparés à leurs parents. Ceci n'est cependant pas équivalent à une véritable démocratisation de la formation, car les chances de réussite demeurent fortement influencées par l'origine sociale et aussi par le genre.

2.2 La position hiérarchique

Le niveau scolaire que l'on atteint a son importance sociale non seulement du fait des connaissances, des acquis culturels que l'on s'approprie, mais aussi de la valeur d'échange qu'a la formation pour le placement professionnel.

Regardons alors cette deuxième dimension des inégalités sous la forme d'une hiérarchie professionnelle, simplifiée en trois niveaux. La comparaison dans le tableau 2

¹ Les données des parents servent d'estimateurs de l'ensemble des personnes formées, que celles-ci aient eu des enfants par la suite ou non. Partant de l'idée que d'une part, le taux de mariage a été, dans la première moitié du siècle du moins, supérieur dans les strates supérieures, mais que le nombre d'enfants a été supérieur dans les strates inférieures, on peut supposer que les éventuelles distorsions introduites par cette comparaison se neutralisent au moins partiellement.

suit la même logique que dans le tableau 1, mais s'agissant de la vie professionnelle, qui atteint son apogée une trentaine d'années plus tard que la fixation du niveau scolaire, les périodes que nos données peuvent éclairer sont plus récentes.

Tableau 2: Répartition par niveau hiérarchique, cohortes successives (35-45 ans)² d'avant 1945 à 1985-91 (personnes prof. actives)

Niveau	Période d'activité professionnelle					répond. 1985-91
	avant 1945	parents				
	1945-55	1955-65	1965-75	1975-85		
dirigeant	13.0	10.0	12.8	15.1	14.4	8.2
encadrement	16.4	19.9	22.5	18.7	26.5	25.8
exécutant	70.7	70.1	64.7	66.2	59.1	66.0
total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
(N)	(180)	(113)	(279)	(233)	(296)	(374)

Contrairement à la formation, nous ne trouvons pas d'évolution importante, mais seulement des variations mineures. Le gros des personnes professionnellement actives occupe des positions d'exécutants, mais leur proportion tend à diminuer légèrement. Corrélativement, les rangs des cadres et des dirigeants montrent une certaine tendance à croître sauf pour la période la plus récente - mais encore une fois, les différences sont petites et c'est la stabilité qui est la caractéristique principale de l'évolution depuis la Deuxième guerre mondiale. Dans une période durant laquelle la structure en secteurs et en branches de l'économie a fortement changée, il est intéressant de constater que la dimension hiérarchique dans les entreprises est restée passablement constante. Tenant compte du lien entre la formation et le placement professionnel, on peut déduire la probabilité d'une certaine dévalorisation ou inflation des niveaux scolaires - dans l'économie, on a tendance à demander des niveaux plus élevés qu'autrefois pour les mêmes rangs hiérarchiques.

2.3 Le revenu

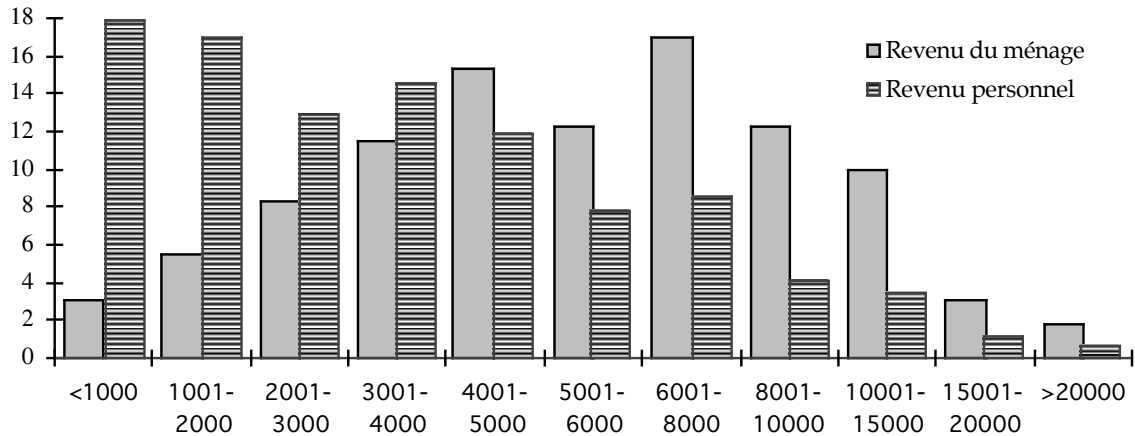
Qu'en est-il alors des revenus?

Ici, les données de notre enquête ne permettent pas d'analyse longitudinale. Regardons d'abord la situation de nos répondants, donc celle de 1991 (graphique 3). Il faut préciser que les indications concernent les revenus effectivement touchés, donc le volume d'argent disponible, et ne tiennent pas compte des taux d'occupation qui varient fortement, surtout chez les femmes - c'est ainsi que s'explique principalement la

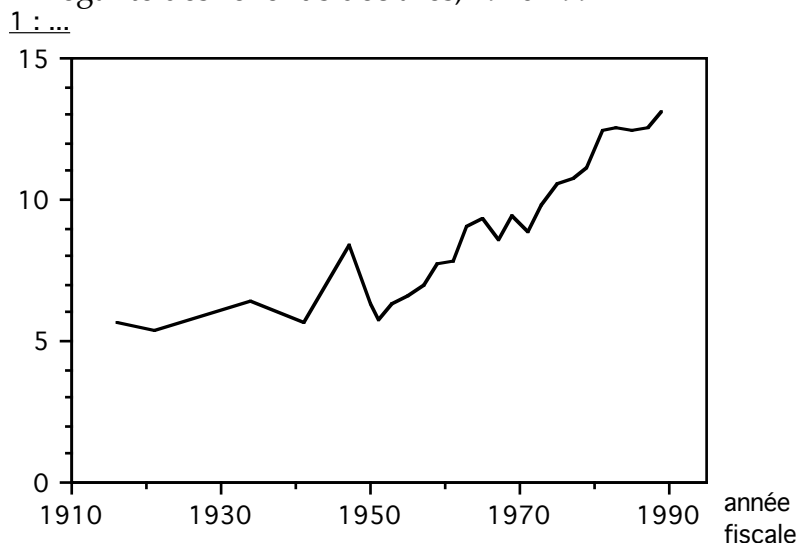
² Comme dans le tableau 1, la dernière colonne concerne les personnes interrogées elles-mêmes, les autres les chef-fe-s de leur ménage parental.

forte présence de revenus modestes. La comparaison des revenus personnels et du ménage permet de voir l'effet "égalisateur" qu'a la pratique de la double insertion professionnelle dans les couples: les ménages sont clairement concentrés au milieu de l'échelle alors que les individus se concentrent vers les bas revenus.

Graphique 3 Revenu personnel et du ménage en pour cent



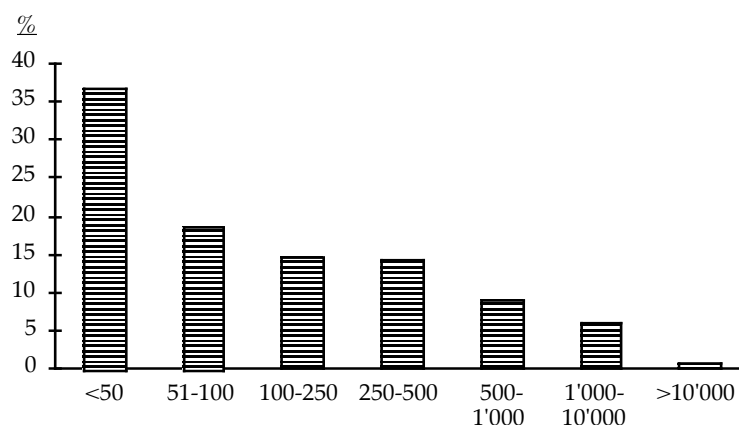
Pour avoir une appréciation de l'évolution des inégalités des salaires, je peux montrer un indice calculé sur la base des statistiques fiscales fédérales - dont on sait les inconvénients qui concourent surtout à gravement sous-estimer l'étendue des inégalités. L'indice dont le graphique 4 montre l'évolution exagère quelque peu les variations car il met en rapport seulement les franges extrêmes (déciles) de la distribution. On pourrait dire que c'est un voyant qui clignote un peu plus fort qu'il devrait, mais qui clignote tout de même au bon moment. L'indice exprime la proportion entre les revenus cumulés des 10% des contribuables qui déclarent les plus bas salaires et des 10% qui en déclarent les plus élevés. Entre 1916 et 1991, on passe d'une relation de 1 : 5.5 à environ 1 : 13, et on voit que surtout dans la deuxième moitié du siècle, depuis la Deuxième guerre mondiale, les inégalités de revenu ont assez régulièrement augmenté.

Graphique 4 Inégalité des revenus déclarés, 1916-1991³

2.4 La fortune

Prenons finalement le dernier des quatre critères retenus, la fortune.

Graphique 5 Distribution de la fortune du ménage (milliers de francs)



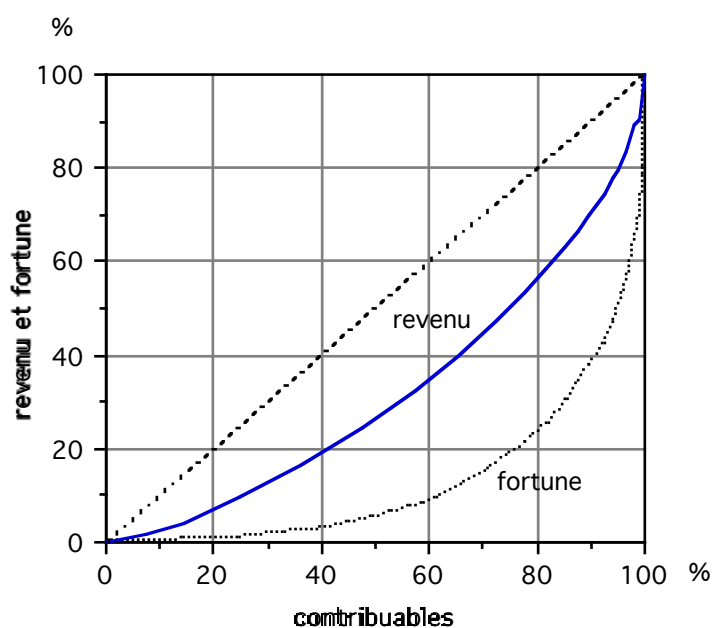
Le graphique 5 fait apparaître une inégalité très forte, clairement plus unilatérale que pour les revenus (alors qu'il s'agit de la fortune des ménages et non des individus pris isolément): plus la classe de fortune est modeste, et plus élevée est la proportion des répondants qui s'y trouvent. Je n'ai pas eu la possibilité de calculer des chiffres analogues à ceux des revenus pour documenter l'évolution, mais des chiffres plus ponctuels laissent à penser qu'en matière de fortune, les inégalités ont augmenté de manière encore plus prononcée: le rapport entre celles du décile inférieur (10% des

³ On peut penser que les catégories extrêmes de la distribution sont particulièrement susceptibles aux variations et réagissent plus sensiblement aux changements que l'indice de Gini (auquel nous préférons la proportion des déciles car elle est plus accessible à la compréhension intuitive). En effet, si l'on considère les 2e et 9e déciles au lieu des 1er et 10e, l'évolution ressort de manière moins profilée; les variations sont cependant les mêmes et les inversions concernent les mêmes années; la seule exception est l'augmentation vers la dernière année fiscale (1989/90) qui se limite aux déciles extrêmes.

contribuables possédant le moins) et du décile supérieur à évolué de 1 : 22 en 1958 à 1 : 274 en 1993.⁴

Une manière plus "professionnelle", mais plus abstraite de présenter graphiquement ces inégalités se sert de la courbe de Lorenz, où l'on inscrit pour chaque tranche de personnes - classées dans l'ordre croissant de leur revenu et de leur fortune - la proportion des revenus et des fortunes cumulés qui leur revient. On peut superposer les courbes du revenu et de la fortune pour les comparer. Le graphique 6 montre clairement qu'au début des années 1990, la distribution des fortunes est plus inégale encore que celle des revenus.

Graphique 6 Inégalité de revenus et des fortunes (courbes Lorenz)⁵



Si l'on compare les quatre critères, on constate que globalement, plus un critère est proche du pouvoir économique, plus l'inégalité est prononcée. Elle l'est le moins pour la formation et le plus pour la fortune, le revenu et la position hiérarchique se trouvent en situation intermédiaire.

2.5 Les inégalités, font-elles système?

Intéressons-nous encore un moment aux relations qui existent entre ces quatre dimensions d'inégalité sociale. On pourrait imaginer qu'il y a un parfait accord entre elles dans le sens que les personnes bien (ou mal) placées par rapport à l'une de ces dimensions sont également bien (ou mal) placées par rapport aux autres. Dans ce

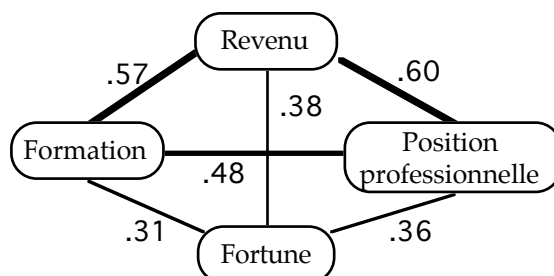
⁴ La remarque faite au sujet du graphique 2 concernant la différence entre les déciles extrêmes et moins extrêmes vaut ici aussi. A titre de comparaison: Aux Etats-Unis, le 1% le plus riche des contribuables détenait en 1978 22% de la fortune personnelle totale; en 1992, 42%.

⁵ Source: statistique fiscale, fortune 1989-90, revenu 1991.

cas, on aurait un système de stratification fortement *cristallisé*. On pourrait aussi imaginer le contraire, qu'il n'y a aucun rapport, que la position d'une personne par rapport à la formation ne permet aucun pronostic sur sa position hiérarchique au travail, son revenu, ou sa fortune. On aurait alors une stratification complètement *décristallisée*, et il serait plus juste de parler de plusieurs stratifications qui coexistent sans rapport entre elles. Les thèses sur le caractère postmoderne des sociétés occidentales actuelles, quand elles n'ignorent pas complètement les inégalités factuelles, supposent une décristallisation très avancée.

Le graphique 7, où les relations statistiques entre les quatre dimensions sont exprimées par des coefficients de corrélation, montre un degré de cristallisation moyen, pas extrêmement fort, mais non négligeable, qui permet d'affirmer que les quatre inégalités que nous avons passées en revue forment effectivement un système cohérent tout en laissant passablement de place à des variations sur le plan individuel. Ceci indique qu'il serait sans doute faux de qualifier la société suisse actuelle comme un système de classes, du moins dans son ensemble, mais qu'il serait tout aussi faux de nier son caractère systématiquement stratifié.

Graphique 7 Corrélations entre quatre dimensions structurelles (gamma)



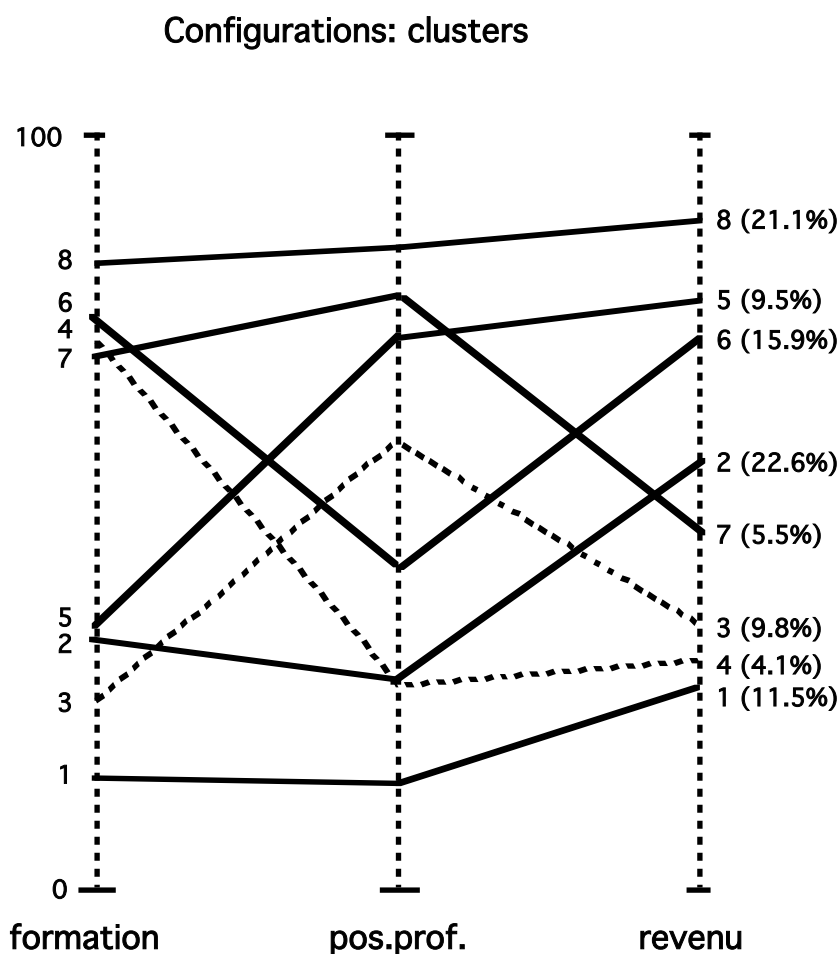
Arrêtons ici notre tour des inégalités, sans avoir épuisé le sujet bien entendu. Il y a d'autres inégalités, il y a surtout la question du positionnement de groupes ou de catégories sociales spécifiques dans ce système, comparant les femmes aux hommes, les étrangers aux autochtones, et il y a toute la question de la mobilité sociale, ascendante et descendante, par rapport à ces inégalités. Restons-en là et revenons à la question des inégalités nouvelles.

3. Pour une vision intégrée et non fragmentée des inégalités

Je n'ai pas le temps d'aborder la question des soi-disant nouvelles inégalités sur le plan empirique, mais j'aimerais y revenir très brièvement sur le plan théorique, en esquissant une vision intégratrice qui a prouvé son utilité dans mes travaux. Je pars

de la définition que la stratification sociale est le système des inégalités socialement importantes qui hiérarchisent une société. Ces inégalités ne sont pas toujours les mêmes, elles varient selon le moment historique et selon le contexte, c'est à dire selon le champ social considéré. Dans tous les cas, on peut les considérer comme autant de biens socialement convoités. Biens matériels, mais aussi biens symboliques et biens positionnels.

Graphique 8 Profils fréquents dans le système d'inégalités suisse



(N = 811, personnes avec emploi seulement)

Dans la mesure où plusieurs biens, ou plusieurs dimensions d'inégalités pertinentes occupent la scène, la stratification devient forcément multidimensionnelle et le problème se pose de savoir quel est son degré de cristallisation. Nous venons de voir qu'elle est moyenne dans le cas de la Suisse: il y a toujours stratification, car on constate toujours des relations importantes entre les principaux critères d'inégalités, mais la structure laisse beaucoup d'espace à des situations variées, comme le montre la graphique 8 pour la Suisse.

Tenir compte de manière systématique du phénomène de la multidimensionnalité de la stratification élargit déjà considérablement la portée du concept. Mais qu'en est-il des dimensions d'inégalités nouvelles?

a) D'abord, il est important de noter que l'appellation de "nouvelles inégalités" ne se réfère pas, en fait, à de nouveaux biens sociaux qui constitueraient de nouveaux critères d'inégalité dont la pertinence remplacerait, voire déplacerait celle des anciens. Un exemple d'un autre critère d'inégalité serait celui de la qualité de l'environnement immédiat, critère certes socialement pertinent, selon lequel les situations individuelles se présenteraient de manière assez différenciée, mais probablement considéré encore comme secondaire pour l'appréciation de la position sociale, c'est à dire du prestige de quelqu'un, et sans doute encore plus secondaire quant au pouvoir social qu'elle confère. Alors qu'il peut être intéressant de s'interroger sur la pertinence comparée des critères classiquement pris en compte et des autres, ce n'est pas vraiment à cette question que le terme des nouvelles inégalités se réfère.

b) Un autre cas de figure qui pourrait être introduit est celui de l'exclusion sociale. Il est vrai que ce concept recouvre une telle multitude de situations que l'on peut se demander ce qu'il peut bien contenir en éléments communs. Dans une vision élargie de la structure sociale qui étend et affine quelque peu l'idée de la multidimensionnalité, on doit tenir compte de la coexistence d'une multitude de champs sociaux institués. La participation à ces champs est souvent volontaire, mais pour certains champs, elle est plus obligatoire, ou plutôt la non-participation est plus douloureuse et problématique que pour d'autres. Ainsi pour la famille sur le plan personnel et interpersonnel, ainsi pour le monde du travail sur le plan financier. Si l'on évite la confusion conceptuelle entre la non-participation à un champs avec ses conséquences, qui peuvent effectivement inclure l'appauvrissement et le déclassement social, l'éjection du monde du travail ne se présente pas comme une nouvelle inégalité, mais plutôt comme un événement qui prive la personne de la possibilité de s'assurer une position par rapport à une dimension d'inégalité des plus classiques. Ainsi, ce type d'exclusion pour le moins apparaît, dans une perspective analytique, non pas comme une nouvelle inégalité, mais comme un processus particulièrement expéditif d'agrandissement d'une ancienne inégalité.

c) Mais revenons aux "nouvelles inégalités". On désigne par ce terme non pas en premier lieu les exclusions, mais plutôt des critères de regroupement qui définissent des catégories sociales entre lesquelles on constate des inégalités, mais des inégalités mesurées dans la grande majorité des cas selon les dimensions tout à fait classiques comme le revenu ou la position professionnelle.

Prenons *l'âge*. On constate des différences entre les groupes d'âge, concernant leurs chances de promotion positionnelle et salariale notamment.

Mettons de côté le problème que l'on confond souvent, en se référant à l'âge, des effets de période (il est aujourd'hui plus difficile pour des jeunes d'entrer au marché de l'emploi qu'il y a dix ans), des effets de génération (comme en crée par exemple l'introduction de l'information dans quasiment tous les secteurs de l'économie), et des effets d'âge ou plus exactement de parcours de vie (à 30, les chances de promotion sont supérieures qu'à 50 ans).

Les différences et problèmes liés à l'âge sont en principe de l'ordre de l'organisation sociale des mouvements individuels à travers l'espace social. Il est vrai que leur analyse nécessite un autre élargissement de la perspective, mais sans introduire de "nouvelles inégalités", car à y regarder de près, il s'agit davantage du fait, un peu complexe il est vrai, que l'âge ou la phase du parcours de vie joue un rôle plus ou moins institutionnalisé dans les facilités ou difficultés qu'une personne éprouve dans ses mouvements - qu'il s'agisse de changer de champs social ou d'opérer une amélioration de sa position au sein d'un de ces champs.

Prenons le *genre*. Là encore, il est évident qu'au delà (et en fonction) des différences d'identité attribuée aux sexes, les hommes et les femmes sont traités différemment, mais de nouveau surtout par rapport à leurs mouvements dans l'espace social, c'est à dire par rapport à leurs possibilités de mobilité concernant les dimensions classiques d'inégalité. Le genre entre de manière institutionnalisée dans les processus inégalitaires, mais on risquerait d'occulter des liens tout à fait importants si l'on se limitait à parler du genre comme simplement d'une autre inégalité; en l'occurrence, il serait d'ailleurs particulièrement malvenu de la qualifier de nouvelle.

Je m'arrête là. Le sens de l'exercice était de montrer que le discours sur les nouvelles inégalités a sans doute le mérite de focaliser notre attention sur des aspects du fonctionnement social que certaines théories négligent, mais qu'il est fallacieux dans la mesure où il nous incite à abandonner une vue d'ensemble qu'il ne peut s'agir de démanteler quand elle s'avère trop simplificatrice. Il s'agit plutôt de la complexifier suffisamment pour créer une vue d'ensemble qui tienne compte de manière plus adéquate des complexités réelles, de voir la forêt dans toute sa richesse et aussi dans tous ses drames plutôt que de la réduire à l'addition de ses arbres individuels.

4. Bibliographie

- Beck, Ulrich (1983), Jenseits von Stand und Klasse? Gesellschaftliche Individualisierungsprozesse und die Entstehung neuer sozialer Formationen und Identitäten, in: Reinhard Kreckel (dir.), *Soziale Ungleichheiten*, Göttingen: Schwartz, 35-74.
- Beck, Ulrich (1986), Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne. Suhrkamp Frankfurt a.M. (angl. *The Risk Society: Towards a New Modernity*. Sage, Beverly Hills 1992).
- Berger, Peter A. & Stefan Hradil (Hg., 1990), Lebenslagen - Lebensläufe - Lebensstile. Sonderheft 7, Soziale Welt.
- Berger, Peter A. (1986), Entstrukturierte Klassengesellschaft? Westdeutscher Verlag, Opladen.
- Beyeler-von Burg, Hélène (1985), Des Suisses sans nom; les Heimatlosen d'aujourd'hui. ATD/Quart-Monde, Treyvaux.
- Bolte, Karl M. (1990), Soziale Ungleichheit in der Bundesrepublik Deutschland im historischen Vergleich. in: Peter A. Berger & Stefan Hradil (Hg.), Lebenslagen - Lebensläufe - Lebensstile. Sonderheft 7, Soziale Welt.
- Cathelat, Bernard (1986a), Styles de vie I. Cartes & portraits. Les éditions d'organisation, Paris.
- Cathelat, Bernard (1986b), Styles de vie II. Courants & scénarios. Les éditions d'organisation Paris.
- Clark, Terry Nichols & Seymour Martin Lipset (1991), Are Social Classes Dying?, *International Sociology*, 6(4), 397-410.
- Clark, Terry Nichols, Seymour Martin Lipset & Michael Rempel (1993), The Declining Political Significance of Social Class, *International Sociology*, 8(3), 293-316.
- Cyba, Eva (1995), Grenzen der Theorie sozialer Schliessung? Die Erklärung von Ungleichheiten zwischen den Geschlechtern. in: Angelika Wetterer (Hg.), *Die soziale Konstruktion von Geschlecht in Professionalisierungsprozessen*. Campus, Frankfurt/Main, 51-70.
- Dahrendorf, Ralf (1972), *Classes et conflits de classe dans la société industrielle*. Mouton, Paris / La Haye.
- Dahrendorf, Ralf (1983), Wenn der Arbeitsgesellschaft die Arbeit ausgeht. *Merkur* 25-37.

- Geissler, Rainer (1994), Soziale Schichtung und Lebenschancen in Deutschland. Enke, Stuttgart.
- Geissler, Rainer (1996), Kein Abschied von Klasse und Schicht. Ideologische Gefahren der deutschen Sozialstrukturanalyse. Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie 48(2), 319-338.
- Glardon, Marie-José (1984), Les pauvres dans la ville; à la recherche des familles sous-prolétariennes à Genève. Editions d'en-bas, Lausanne.
- Hörning, Karl-H. & Matthias Michailow (1990), Lebensstil als Vergesellschaftungsform. in: Peter A. Berger & Stefan Hradil (Hg.), Lebenslagen - Lebensläufe - Lebensstile. Sonderheft 7, Soziale Welt, 501-522.
- Inglehart, Ronald (1971), The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Changes in Post-Industrial Societies. American Political Science Review 65, 991-1017.
- Inglehart, Ronald (1990), Culture Shift in Advanced Industrial Society. Princeton University Press, Princeton.
- Juan, Salvador (1991), *Sociologie des genres de vie. Morphologie culturelle et dynamique des positions sociales*, Paris: PUF.
- Kreckel, Reinhard (Hg., 1983), Soziale Ungleichheiten. Soziale Welt, Sonderband 3.
- Levy, René et al. (1997), Tous égaux? De la stratification aux représentations. Seismo, Zurich.
- Matthes, Joachim (1983), Krise der Arbeitsgesellschaft? Verhandlungen des 21. Deutschen Soziologentages in Bamberg 1982. Campus Frankfurt a.M.
- Mayer, Karl-Ulrich & Peter Blossfeld (1990), Die gesellschaftliche Konstruktion sozialer Ungleichheit im Lebenslauf. in: Peter A. Berger & Stefan Hradil (Hg.), Lebenslagen - Lebensläufe - Lebensstile. Soziale Welt, Sonderband 7, 297-318.
- Meyer, Jürg (1974), Armut in der Schweiz. Theologischer Verlag Zürich (Polis).
- Müller, Hans-Peter (1992), Sozialstruktur und Lebensstile. Der neuere theoretische Diskurs über soziale Ungleichheit, Suhrkamp Frankfurt a.M.
- Offe, Claus (1984), Arbeit als soziologische Schlüsselkategorie? in: Claus Offe (Hg.), "Arbeitsgesellschaft". Strukturprobleme und Zukunftsperspektiven. Campus, Frankfurt a.M. / New York, 13-43.

- Paugam, Serge (1996), *L'exclusion. L'état des savoirs*. Editions de la découverte, Paris.
- Richter, Rudolf (1996), *Stile im Konflikt in der Begegnung zwischen Ost und West. Ein kultursoziologischer Beitrag aus der Lebensstilforschung*. in: O. G. Schwenk (Hg.), *Lebensstilforschung zwischen Sozialstrukturanalyse und Kulturwissenschaft*. Westdeutscher Verlag, Opladen, 261-283.
- Schulze, Gerhard (1993), *Erlebnisgesellschaft. Kultursoziologie der Gegenwart*. Campus, Frankfurt a.M. / New York.
- Spellerberg, Annette (1996), *Soziale Differenzierung durch Lebensstile. Eine empirische Untersuchung zur Lebensqualität in West- und Ostdeutschland*. Sigma, Berlin.
- Vester, Michael et al. (1993), *Soziale Milieus im gesellschaftlichen Strukturwandel. Zwischen Integration und Ausgrenzung*, Köln: Bund-Verlag.